



Bulletin Veille Europe n°104 Décembre 2020

Sommaire

Institutions de l'UE	3
Commission européenne / La Commission réaffirme sa détermination à renforcer les droits fondamentaux dans l'UE	3
Commission européenne / La Commission et la Grèce conviennent d'un plan commun pour un nouveau centre d'accueil à Lesbos	3
Commission européenne / Nouvelle aide financière de l'UE pour faire face à la situation dans les îles Canaries	3
Commission européenne / L'UE signe les contrats finaux au titre du budget de 6 milliards d'euros alloué à la facilité en faveur des réfugiés en Turquie.....	3
Commission européenne / Journée internationale des migrants : Déclaration conjointe de la Commission européenne et du Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité	4
Commission européenne / La Commission publie des orientations sur les principales dispositions du régime global de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme.....	4
Commission européenne / Bosnie-Herzégovine : Déclaration commune sur la situation migratoire	4
Commission européenne / Turquie : L'UE étend son aide humanitaire aux réfugiés	4
Parlement européen / Asile: appel à davantage de solidarité entre États membres.....	4
Parlement européen / Accord sur les fonds de l'UE pour les politiques communes en matière d'asile, de migration et d'intégration jusqu'en 2027	5
Parlement européen / Accord sur l'instrument européen de gestion des frontières et des visas	5
Parlement européen / Le Parlement approuve le budget à long terme de l'UE pour 2021-2027	5
Parlement européen / Adoption de deux résolutions sur le règlement Dublin III et la directive Retour	6
Conseil de l'UE / Système d'information sur les visas : La présidence du Conseil et le Parlement européen parviennent à un accord provisoire	6
Conseil de l'UE / Le Conseil approuve les accords provisoires sur les principaux éléments de financement des politiques en matière de migration, de frontières et de sécurité.....	6
CJUE / Condamnation de la Hongrie par la CJUE sur les zones de transit.....	7
Agences et organes de l'UE	7
Frontex / Situation aux frontières extérieures de l'UE - La route de l'Afrique de l'Ouest à un niveau record	7
Frontex / Rapport d'évaluation : opérations de retour au 1er semestre 2020	7
EASO / Lancement d'une nouvelle opération de soutien à l'Espagne	7
EASO / Le nombre de demandes d'asile reste stable mais deux tiers en dessous des niveaux pré-COVID-19.....	8
Comité européen des régions / Le Comité européen des régions (CdR) et la Commission lancent un partenariat pour aider les collectivités locales à intégrer les migrants et à appliquer le nouveau pacte sur la migration et l'asile	8
Agence des droits fondamentaux / Migration : Questions relatives aux droits fondamentaux aux frontières terrestres.....	8
Agence des droits fondamentaux / Mise à jour du manuel juridique sur l'asile et la migration	8

Agence des droits fondamentaux / Vers une "nouvelle norme" de la migration ?	9
Agence des droits fondamentaux / Mise à jour de décembre 2020 - Les navires des ONG impliqués dans la recherche et le sauvetage en Méditerranée et les procédures judiciaires à leur rencontre.....	9
Institutions européennes.....	9
Conseil de l'Europe / Pour une action régionale contre la traite des êtres humains au sud de la Méditerranée : défis communs et solutions partagées	9
GRETA / Publication du troisième rapport d'évaluation du GRETA sur la République de Moldova et l'Albanie	10
Organisations des Nations unies et internationales.....	10
ONU/ Le chef de l'ONU appelle à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre le Pacte pour des migrations sûres et ordonnées.....	10
HCR / Plus de 80 millions de personnes déracinées à la mi-2020.....	10
OIM / Tchad : 120 réfugiés centrafricains et soudanais réinstallés en France.....	10
OIM / Des milliers de migrants forcés de dormir dans des conditions difficiles après la fermeture et la destruction d'un camp en Bosnie	11
OSCE / Nous devons soutenir les victimes de la traite des êtres humains en temps de crise, en particulier les femmes et les enfants.....	11
Union Africaine / Les dirigeants africains annulent le « mini-sommet » avec l'UE.....	11
Organisations de la société civile	11
MIPEX / Classement mondial MIPEX 2020 : des freins à l'intégration des étrangers persistent.....	11
InfoMigrants / Au Sénégal, condamnation de pères de famille suite à la mort d'enfants en traversée vers l'Europe.....	12
ECRE / Contribution de la société civile à la coopération UE-Afrique en matière d'asile et de migration : le cas du Maroc et de la Gambie	12
ECRE / Commentaires et analyse sur les nouveaux amendements au règlement sur les procédures d'asile	12
ECRE / Commentaires et analyse sur la proposition de nouveau règlement de pré-filtrage.....	13
ECRE / Observations sur la proposition modifiée de règlement relatif aux procédures d'asile et de retour à la frontière	13
ECRE / Observations sur la proposition de la Commission pour un règlement relatif au processus de pré-filtrage préalable UE (2020) 612	13
Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » / Guide : Mieux accompagner les mineurs contraints à commettre des délits	13
« Déclaration de Rome » / Un nouveau Pacte sur l'asile et la migration à revoir.....	14
Border Violence Monitoring Network / Livre noir sur les refoulements	14
We Move Europe / Pétition pour la démission du directeur exécutif de Frontex	14
Focus nationaux	14
Grèce / Préoccupations concernant l'empoisonnement au plomb dans un nouveau camp de migrants....	14
Bosnie Herzégovine / Les chutes de neige aggravent les difficultés des personnes coincées dans les régions frontalières de l'Europe.....	14
France et Royaume-Uni / Nouvel accord pour freiner l'immigration clandestine par la Manche	15

Institutions de l'UE

Commission européenne / La Commission réaffirme sa détermination à renforcer les droits fondamentaux dans l'UE

La Commission européenne a présenté le 2 décembre une **nouvelle stratégie visant à renforcer l'application de la Charte des droits fondamentaux** dans l'UE et complétant le plan d'action pour la démocratie européenne et le rapport sur l'état de droit. La stratégie se base sur 4 piliers : une application effective par les États membres ; donner des moyens d'action à la société civile (institutions de défense des droits de l'homme) ; la Charte pour baliser l'action des institutions de l'UE (respect de la Charte dans toutes leurs actions) ; et sensibiliser davantage les citoyens.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_2249

Commission européenne / La Commission et la Grèce conviennent d'un plan commun pour un nouveau centre d'accueil à Lesbos

Le 3 décembre, la Commission a convenu d'un plan détaillé avec les autorités grecques et les agences de l'UE pour établir un **nouveau centre d'accueil de qualité sur l'île de Lesbos** d'ici septembre 2021. Le mémorandum définit les responsabilités respectives et les domaines de coopération entre la Commission, les autorités grecques et les agences de l'UE.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_2287

Commission européenne / Nouvelle aide financière de l'UE pour faire face à la situation dans les îles Canaries

La Commission a annoncé le 10 décembre un nouveau financement de **43,2 millions d'euros** en faveur de l'Espagne pour répondre aux besoins créés dans les îles Canaries par le nombre élevé d'arrivées irrégulières, à savoir quelques 20 000 personnes cette année. Ce financement visera à accroître les capacités en matière de places d'hébergement temporaire et à améliorer les conditions d'accueil, y compris l'accès à l'aide sanitaire, alimentaire et aux services d'assainissement.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_2369

Commission européenne / L'UE signe les contrats finaux au titre du budget de 6 milliards d'euros alloué à la facilité en faveur des réfugiés en Turquie

La Commission européenne a conclu le 17 décembre les contrats finaux au titre du budget opérationnel de 6 milliards d'euros alloué à la facilité en faveur des réfugiés en Turquie. La signature des huit contrats finaux, d'un montant total de 780 millions d'euros, couvre le soutien aux besoins fondamentaux, aux soins de santé, à la protection, aux infrastructures municipales ainsi qu'à la formation, à l'emploi et au développement des entreprises pour les réfugiés comme pour les populations locales vulnérables.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_2487

Commission européenne / Journée internationale des migrants : Déclaration conjointe de la Commission européenne et du Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

À l'occasion de la Journée internationale des migrants, le Haut Représentant et la Commission européenne ont réitéré l'engagement de l'UE à protéger la dignité et les droits de l'homme de tous les migrants, qui apportent une valeur ajoutée aux économies aux sociétés européennes.

Pour plus d'informations

Communiqué et déclaration : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/statement_20_2441

Commission européenne / La Commission publie des orientations sur les principales dispositions du régime global de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme

Le 18 décembre, la Commission européenne a publié des orientations sur la mise en œuvre de dispositions spécifiques du règlement (UE) 2020/1998 du Conseil concernant les graves violations des droits humains. La note d'orientation contient des informations sur la **portée des restrictions financières prévues et leur application**. Elle détaille également les responsabilités de ceux qui doivent se conformer au règlement.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_2419

Commission européenne / Bosnie-Herzégovine : Déclaration commune sur la situation migratoire

La Commission européenne a déclaré « alarmante » la situation migratoire en Bosnie-Herzégovine. Alors que plus de **3 300 réfugiés et migrants vont se retrouver sans accès aux abris et services de base** dans le pays avec la fermeture imminente de l'installation de Lipa, qui était une mesure temporaire pour faire face à la situation COVID-19 pendant l'été, la Commission appelle les autorités à prendre des mesures.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/statement_20_2509

Commission européenne / Turquie : L'UE étend son aide humanitaire aux réfugiés

La Commission européenne a prolongé deux programmes humanitaires phares en Turquie jusqu'au début de l'année 2022. Ces programmes aident plus de **1,8 million de réfugiés** à satisfaire leurs besoins fondamentaux et permettront à plus de 700 000 enfants de poursuivre leur scolarité.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_2526

Parlement européen / Asile: appel à davantage de solidarité entre États membres

La commission LIBE du Parlement européen a adopté un **projet de résolution sur la mise en œuvre du règlement Dublin III** qui sera soumis au vote du Parlement lors de la prochaine session plénière (14-17 décembre) et souligne que la **distribution équitable des responsabilités entre États membres n'est pas assurée** dans le cadre des règles actuelles. En effet, l'application inadéquate de la hiérarchie des critères, notamment l'usage excessif du critère de premier pays d'entrée, et l'exécution inefficace des transferts augmentent la pression sur les pays de première ligne. Les députés appellent à la mise en place d'un mécanisme fondé sur la solidarité afin de garantir le droit fondamental à l'asile dans l'UE et le partage

équitable des responsabilités entre États membres et exigent davantage de ressources pour les États membres en première ligne tant que le règlement de Dublin n'est pas réformé.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20201126IPR92515/asile-appel-a-davantage-de-solidarite-entre-etats-membres>

Parlement européen / Accord sur les fonds de l'UE pour les politiques communes en matière d'asile, de migration et d'intégration jusqu'en 2027

Le 9 décembre, le Parlement et le Conseil sont parvenus à **un accord sur les priorités budgétaires des politiques en matière d'asile, de migration et d'intégration** pour les sept prochaines années. Dans le contexte du Cadre financier pluriannuel 2021-2027, le budget du FAMI s'élèvera à **9,88 milliards d'euros**, et mettra l'accent sur la solidarité et le partage des responsabilités et une implication accrue des autorités locales. 63,5% du budget devraient être alloués à des programmes en gestion partagée et les 36,5% restants seront directement gérés par l'UE et seront notamment dédiés à l'aide d'urgence, à la réinstallation et à l'admission humanitaire. Les députés ont obtenu une augmentation de la somme perçue par les pays de l'UE pour toute personne réinstallée (10 000 euros contre 7 000 prévus par le Conseil).

Pour plus d'informations

Communiqué/Rapport... : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20201207IPR93209/accord-sur-les-fonds-pour-l-asile-la-migration-et-l-integration-jusqu-en-2027>

Parlement européen / Accord sur l'instrument européen de gestion des frontières et des visas

Le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord politique sur le fonds relatif à la gestion des frontières et le traitement des visas d'un montant de **6,241 milliards d'euros**. Durant les négociations, les négociateurs du Parlement sont parvenus à renforcer les dispositions relatives aux droits fondamentaux ainsi que le financement de la mise en place de systèmes intégrés de protection des enfants aux frontières extérieures et des actions soutenant les États membres qui délivrent des visas humanitaires. L'accord doit être finalisé avant d'être formellement adopté par le Parlement et le Conseil.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20201207IPR93208/accord-sur-l-instrument-europeen-de-gestion-des-frontieres-et-des-visas>

Parlement européen / Le Parlement approuve le budget à long terme de l'UE pour 2021-2027

Les députés européens ont adopté le texte conclu avec le Conseil de l'UE le 10 novembre dernier portant sur le prochain cadre financier pluriannuel (2021-2027). Les **députés ont négocié des compléments** importants pour les programmes phares de l'UE tels que la santé, la recherche (Horizon) ou encore Erasmus+. Le Conseil de l'UE doit approuver officiellement le règlement sur le CFP et l'accord interinstitutionnel, qui pourront ensuite être publiés au Journal officiel et entrer en vigueur à partir du 1er janvier.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20201211IPR93621/le-parlement-approuve-le-budget-a-long-terme-de-l-ue-pour-2021-2027>

Parlement européen / Adoption de deux résolutions sur le règlement Dublin III et la directive Retour

En assemblée plénière, le Parlement européen a adopté deux résolutions, portant sur le règlement Dublin III et la directive Retour. Les députés soulignent que **le règlement Dublin III attribue « une responsabilité disproportionnée à une minorité d'États membres**, en particulier lorsque des nombres élevés d'arrivées se produisent ». Le Parlement demande des règles plus équitables, affirmant que les critères de détermination du pays responsable sont appliqués de manière inappropriée, en particulier le critère du « premier pays d'entrée » est excessivement utilisé. Sur la directive retour, les députés notent que l'efficacité de la politique de retour de l'UE ne doit pas être mesurée uniquement par les taux de retour mais doit également prendre en **compte sa conformité avec les droits fondamentaux**. Selon les députés, les États membres devraient allouer des ressources humaines adéquates et fournir une formation suffisante aux autorités responsables. Les retours volontaires devraient être prioritaires et les mineurs non accompagnés ne devraient pas être renvoyés à moins de prouver que c'est dans leur meilleur intérêt.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20201211IPR93630/asylum-more-solidarity-among-eu-member-states-and-funds-for-frontline-countries>

Conseil de l'UE / Système d'information sur les visas : La présidence du Conseil et le Parlement européen parviennent à un accord provisoire

La présidence allemande du Conseil et le Parlement européen sont parvenus le 8 décembre à un accord provisoire sur les principaux éléments politiques **d'un projet de réforme du règlement relatif au système d'information sur les visas (VIS)**. Les discussions vont se poursuivre sur les aspects techniques, qui devraient faire l'objet d'un accord d'ici la fin de l'année. Le nouveau règlement vise à renforcer davantage la sécurité de la procédure de délivrance des visas de court séjour ; à inclure les visas de long séjour et les permis de séjour dans la base de données du VIS ; et à assurer l'interopérabilité entre le VIS et d'autres systèmes et bases de données de l'UE.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2020/12/08/visa-information-system-council-presidency-and-european-parliament-reach-provisional-agreement-on-main-elements>

Conseil de l'UE / Le Conseil approuve les accords provisoires sur les principaux éléments de financement des politiques en matière de migration, de frontières et de sécurité

Les ambassadeurs de l'UE ont approuvé le 16 décembre les accords provisoires conclus entre la présidence du Conseil et le Parlement européen sur les principaux éléments politiques de trois propositions sectorielles pour le financement des politiques des affaires intérieures, dans le contexte du cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2020/12/16/home-affairs-funds-council-supports-provisional-agreements-on-the-main-elements-for-funding-migration-border-and-security-policies/>

CJUE / Condamnation de la Hongrie par la CJUE sur les zones de transit

Suite à la hausse des arrivées de demandeurs d'asile, la Hongrie a créé depuis 2015 des zones de transit situées à la frontière serbo-hongroise, dans lesquelles les procédures d'asile sont appliquées de façon dérogatoire. Dans une décision du 17 décembre, la Cour juge que la **limitation de l'accès à la procédure de protection internationale, la rétention irrégulière des demandeurs de cette protection dans des zones de transit ainsi que la reconduite dans une zone frontalière de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier**, sans respecter les garanties entourant une procédure de retour, constituent des **manquements au droit de l'Union**.

Pour plus d'informations

Communiqué de la CJUE : <https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2020-12/cp200161fr.pdf>

Agences et organes de l'UE

Frontex / Situation aux frontières extérieures de l'UE - La route de l'Afrique de l'Ouest à un niveau record

Selon l'agence européenne des frontières et des gardes-côtes (Frontex), si le nombre de passages illégaux aux frontières extérieures de l'Europe a diminué de 8 % au cours des 11 premiers mois de cette année, la **route d'Afrique de l'Ouest** a continué à accueillir un nombre record de migrants clandestins : en novembre, le nombre de franchissements illégaux de frontières a augmenté de **30 % par rapport au mois précédent**, atteignant près de 22 800.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://frontex.europa.eu/media-centre/news-release/situation-at-eu-external-borders-western-african-route-at-record-highs-yzD0DS>

Frontex / Rapport d'évaluation : opérations de retour au 1er semestre 2020

Statewatch a publié le rapport de Frontex sur ses opérations de retour forcé au cours du premier semestre 2020, ainsi que les observations du responsable des droits fondamentaux de l'agence. Ce dernier souligne un certain nombre de problèmes : une **incapacité à informer** correctement les escortes sur les droits fondamentaux ; un **nombre insuffisant d'observateurs** sur les vols ; un manque de protection de la dignité et de la vie privée lors des **fouilles à nu** ; une divulgation abusive de **données médicales** aux escortes ; un traitement inapproprié des **groupes vulnérables** ; et un **usage excessif de la force** et des mesures coercitives.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.statewatch.org/media/1593/eu-frontex-deportations-report-first-half-2020-13638-20.pdf>

EASO / Lancement d'une nouvelle opération de soutien à l'Espagne

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a annoncé le 18 décembre le lancement d'une nouvelle opération de soutien pour aider les autorités espagnoles à élaborer et mettre en œuvre un **nouveau modèle d'accueil** des demandeurs d'asile, conforme aux normes de l'UE. L'Espagne deviendra la cinquième opération en cours de l'EASO, les autres étant à Chypre, en Grèce, en Italie et à Malte.

Pour plus d'informations

Communiqué/Rapport... : <https://www.easo.europa.eu/news-events/spain-easo-launches-new-operation-support-reception-system>

EASO / Le nombre de demandes d'asile reste stable mais deux tiers en dessous des niveaux pré-COVID-19

Selon le bureau d'appui en matière d'asile (EASO), les interdictions de voyage et d'autres mesures de prévention sanitaire continuent de réduire la mobilité des demandeurs d'asile en général et par conséquent le nombre de demandes d'asile, mais les **mineurs non accompagnés ont déposé davantage de demandes en octobre**. En octobre 2020, 43 200 demandes seulement ont été déposées dans l'UE +, contre plus de 60 000 demandes déposées par mois avant la pandémie. Toutefois, les MNA ont déposé près de **2 000 demandes**, ce qui représente une hausse pour le deuxième mois consécutif, atteignant la valeur la plus élevée de l'année.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/reduced-mobility-asylum-seekers-continues-limit-number-asylum-applications-unaccompanied>

Rapport de l'EASO sur les tendances de l'asile en octobre 2020 : <https://easo.europa.eu/latest-asylum-trends>

Comité européen des régions / Le Comité européen des régions (CdR) et la Commission lancent un partenariat pour aider les collectivités locales à intégrer les migrants et à appliquer le nouveau pacte sur la migration et l'asile

Lors de la session plénière du Comité européen des régions (CdR) le 12 décembre, Apostolos Tzitzikostas, président du CdR, et Ylva Johansson, commissaire aux affaires intérieures, ont annoncé le développement d'un nouveau partenariat pour soutenir la mise en œuvre du volet intégration du nouveau Pacte sur la migration et l'asile. Il vise à construire un dialogue ouvert et régulier sur l'intégration entre les institutions de l'Union et les collectivités locales et régionales; à renforcer les capacités des collectivités locales et régionales et favoriser leurs échanges d'expériences; et à améliorer la collecte de données en matière d'intégration au niveau local.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://cor.europa.eu/fr/news/Pages/integrate-migrants.aspx>

Agence des droits fondamentaux / Migration : Questions relatives aux droits fondamentaux aux frontières terrestres

L'agence européenne des droits fondamentaux (FRA) a publié le 8 décembre un nouveau rapport examinant le **respect des droits fondamentaux aux frontières terrestres extérieures de l'Union européenne (UE)**. Ce rapport a été commandé par le Parlement Européen le 30 janvier 2020 et devait se concentrer sur l'application correcte des garanties de l'acquis européen en matière d'asile et des dispositions du code frontières Schengen.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://fra.europa.eu/en/publication/2020/migration-fundamental-rights-issues-land-borders>

Agence des droits fondamentaux / Mise à jour du manuel juridique sur l'asile et la migration

Le 17 décembre, l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) a publié **la 3^e édition de son Manuel sur le droit européen relatif à l'asile, aux frontières et à l'immigration** (*Handbook on European law relating to asylum, borders and immigration*), qui présente la législation de l'Union européenne et l'ensemble de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) en matière d'asile, de frontières et d'immigration.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://fra.europa.eu/en/news/2020/widely-used-asylum-and-migration-legal-handbook-updated>

Agence des droits fondamentaux / Vers une "nouvelle norme" de la migration ?

À l'occasion de la Journée internationale des migrants, le 18 décembre, l'Agence des droits fondamentaux appelle l'UE et ses États membres, lorsqu'ils abordent l'impact sociétal de la pandémie, à ne laisser personne derrière eux en soutenant également les migrants.

Pour plus d'informations

Rapport : https://fra.europa.eu/en/news/2020/towards-new-normal-migration?pk_campaign=FRA-Alerts-Newsletter&pk_source=newsletter

Agence des droits fondamentaux / Mise à jour de décembre 2020 - Les navires des ONG impliqués dans la recherche et le sauvetage en Méditerranée et les procédures judiciaires à leur encontre

À l'occasion de la Journée internationale des migrants, le 18 décembre, l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) souligne les difficultés auxquelles continuent de se heurter les efforts de sauvetage de la société civile en Méditerranée. **Depuis 2018, les autorités nationales ont engagé une cinquantaine de procédures administratives et pénales contre des membres d'équipage ou des navires portant secours aux migrants en détresse en mer.** Dans certains cas, les navires de sauvetage ont été bloqués dans les ports en raison de problèmes de pavillon ou de l'incapacité à satisfaire aux exigences de sécurité maritime et autres exigences techniques.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://fra.europa.eu/en/publication/2020/december-2020-update-ngo-ships-involved-search-and-rescue-mediterranean-and-legal>

Institutions européennes

Conseil de l'Europe / Pour une action régionale contre la traite des êtres humains au sud de la Méditerranée : défis communs et solutions partagées

Le premier séminaire sur l'action régionale contre la traite des êtres humains dans le sud de la Méditerranée s'est tenu en ligne le 26 novembre 2020, en présence de représentants des autorités en charge de la lutte anti-traite de Tunisie, du Président et des membres de la Commission nationale chargée de la coordination des mesures ayant pour but la lutte et la prévention de la traite des êtres humains du Maroc, du Liban et de la Jordanie, ainsi que de la société civile, dans le cadre du **Programme Sud IV1**. Il a eu pour objectif de partager les expériences et les bonnes pratiques, l'état d'avancement des réformes et trouver des solutions communes pour combattre ce phénomène dans la région.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.coe.int/fr/web/rabat/-/pour-une-action-regionale-contre-la-traite-des-etres-humains-au-sud-de-la-mediterranee-defis-communs-et-solutions-partagees>

GRETA / Publication du troisième rapport d'évaluation du GRETA sur la République de Moldova et l'Albanie

Le Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) a publié son 3^e rapport sur la mise en œuvre de la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains par la République de Moldova et l'Albanie. Il est par ailleurs en train de réaliser la 3^e évaluation de la Lettonie, limitée par les restrictions liées à la pandémie.

Pour plus d'informations

Rapport sur la République de Moldova : <https://rm.coe.int/greta-2020-11-fgr-mda-fr/1680a09539>

Rapport sur l'Albanie : <https://rm.coe.int/greta-2020-09-fgr-alb-fr/1680a0b850>

Communiqué sur la Lettonie : https://www.coe.int/fr/web/anti-human-trafficking/news/-/asset_publisher/fX6ZWufj34JY/content/greta-carries-out-third-evaluation-of-latvia?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int

Organisations des Nations unies et internationales

ONU/ Le chef de l'ONU appelle à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre le Pacte pour des migrations sûres et ordonnées

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a publié le 1^{er} décembre un nouveau rapport intitulé « De la promesse à l'action : le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ». Ce dernier met en lumière l'impact de ce cadre de coopération au cours des deux années qui ont suivi son adoption, tout en notant les efforts nécessaires pour **améliorer la gouvernance et la coopération** en matière de migration à tous les niveaux. Si la Covid-19 a perturbé la mise en œuvre du pacte en exacerbant les inégalités, elle a également stimulé l'adoption de certaines politiques de soutien comme l'accès de tous aux soins de santé et à d'autres services essentiels.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://news.un.org/fr/story/2020/12/1083502?utm_source=UN+News+-+French

Rapport du Secrétaire Général [FR] : https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/french_0.pdf

HCR / Plus de 80 millions de personnes déracinées à la mi-2020

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estime **que plus de 80 millions de personnes sont désormais déracinées** à travers le monde à la mi-2020, selon un rapport sur les tendances du déplacement forcé mondial publié le 9 décembre. Il s'agit de 45,7 millions de déplacés internes, 29,6 millions de réfugiés et autres personnes déracinées hors de leur pays, et 4,2 millions de demandeurs d'asile.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/dach/ch-fr/55865-plus-de-80-millions-de-personnes-deracinees-a-la-mi-2020.html>

Rapport semestriel "Mid-Year Trends" 2020 : <https://www.unhcr.org/statistics/unhcrstats/5fc504d44/mid-year-trends-2020.html>

OIM / Tchad : 120 réfugiés centrafricains et soudanais réinstallés en France

Quelques **120 réfugiés** originaires du Soudan et de la République centrafricaine, dont 65 femmes, ont été réinstallés en France fin novembre, avec l'aide de l'Organisation internationale pour les migrations.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.iom.int/news/120-central-african-and-sudanese-refugees-resettled-france>

OIM / Des milliers de migrants forcés de dormir dans des conditions difficiles après la fermeture et la destruction d'un camp en Bosnie

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a renforcé le 23 décembre son **aide aux milliers de migrants forcés de dormir dans la rue en Bosnie**. La fermeture du camp d'urgence de Lipa, géré par les autorités locales avec le soutien de l'OIM et suivie par sa destruction par un incendie, a provoqué une véritable urgence humanitaire.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://mailchi.mp/42eb9bfcbdc/breaking-newshundreds-of-migrants-forced-to-sleep-rough-after-closure-of-bosnia-camp?e=%5BUNIQID%5D>

OSCE / Nous devons soutenir les victimes de la traite des êtres humains en temps de crise, en particulier les femmes et les enfants

Lors du Conseil ministériel de l'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe (OSCE) virtuel le 3 décembre dernier, quelques 160 représentants des États membres, des experts, de la société civile, des universitaires et des médias se sont réunis pour aborder les nouveaux défis dans le domaine de la traite des êtres humains. Ils ont discuté des mesures potentielles que les États peuvent mettre en œuvre pour assurer la **détection et l'identification des femmes et des enfants victimes de la traite**, ainsi que le **soutien et l'assistance** à ces derniers. Selon le Représentant spéciale et coordinateur de l'OSCE pour la lutte contre la traite des êtres humains, la pandémie a mis en évidence les **lacunes des cadres nationaux** de lutte contre la traite des êtres humains en ce qui concerne le soutien aux groupes les plus vulnérables, l'aide aux victimes et la lutte contre l'impunité des trafiquants.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.osce.org/secretariat/472434>

Union Africaine / Les dirigeants africains annulent le « mini-sommet » avec l'UE

Tandis que les tensions institutionnelles s'exacerbent entre l'UE et l'Union africaine (UA), le « mini-sommet » entre les dirigeants européens et africains prévu mercredi 9 décembre a été annulé par le président sud-africain Cyril Ramaphosa, actuellement chef de file de l'UA. Cette décision ferait suite à des désaccords concernant le fond et la forme de la réunion.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.euractiv.fr/section/l-europe-dans-le-monde/news/african-leaders-nix-eu-au-summit-as-tensions-simmer/>

Organisations de la société civile

MIPEX / Classement mondial MIPEX 2020 : des freins à l'intégration des étrangers persistent

La 5^e édition de l'index MIPEX, dont le but est d'évaluer et comparer les politiques d'intégration des ressortissants des pays tiers au niveau international, est pilotée par le think-tank Migration Policy Group basé à Bruxelles et le Centre pour les Affaires internationales (CIDOB) à Barcelone, en partenariat avec France terre

d'asile. Analysant l'évolution des politiques d'intégration entre 2014 et 2019 dans 52 États à travers le monde, il attribue à la **France le score modeste de 56 sur 100 points**. Malgré des résultats positifs liés à l'accès aux services de base et à l'égalité des chances, les étrangers manquent d'opportunités sur le long terme qui leur permettent de s'intégrer pleinement en France, notamment en raison des difficultés d'accès à l'éducation et linguistiques. L'approche française est ainsi qualifiée « **d'intégration temporaire** », au même titre que celle de l'Italie, de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni.

Pour plus d'informations

Classement MIPEX pour la France : <https://www.mipex.eu/france>

InfoMigrants / Au Sénégal, condamnation de pères de famille suite à la mort d'enfants en traversée vers l'Europe

Un tribunal sénégalais a condamné le 8 décembre le père de Doudou à deux ans de prison dont un mois ferme pour "mise en danger de la vie d'autrui". Le jeune garçon est mort d'épuisement en mer alors qu'il tentait de rejoindre l'Europe. Deux autres pères de familles ont été condamnés à la même peine.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.infomigrants.net/fr/post/28984/au-senegal-le-pere-du-jeune-doudou-condamne-a-deux-ans-de-prison-dont-un-mois-ferme>

ECRE / Contribution de la société civile à la coopération UE-Afrique en matière d'asile et de migration : le cas du Maroc et de la Gambie

Le Conseil Européen des Réfugiés et Exilés (ECRE) a publié deux documents de travail portant sur la contribution de la société civile à la coopération UE-Afrique en matière d'asile et de migration. Le premier porte sur le **Maroc** et traite des problématiques du **retour, de la réadmission et de la réintégration**. Le pays s'engage à réadmettre uniquement ses ressortissants sous réserves de certaines conditions. Selon les recherches, les déficiences de réinsertion des migrants de retour au Maroc a un impact très négatif. L'UE privilégie la conditionnalité, alors que le Maroc insiste plutôt sur la nécessité d'adopter une approche partenariale et globale. Le second document analyse la coopération entre la **Gambie et l'UE relative à l'asile et la migration entre 2017 et 2020**, largement orientée sur le plan d'action conjoint de La Valette. L'analyse d'impact de ces politiques se concentre sur les retours en provenance de la Libye et du Niger, les expulsions d'Europe et les cas d'asile non résolus en Europe. Elle révèle des résultats mitigés. Les deux documents proposent ensuite des recommandations pour améliorer la coopération avec chaque pays.

Pour plus d'informations

Rapport sur le cas du Maroc : <https://www.ecre.org/wp-content/uploads/2020/11/Les-accords-de-readmission.pdf>

Rapport sur le cas de la Gambie [EN] : <https://www.ecre.org/wp-content/uploads/2020/12/Working-Paper-12-The-Gambia.pdf>

ECRE / Commentaires et analyse sur les nouveaux amendements au règlement sur les procédures d'asile

Dans cette note politique, le Conseil Européen des Réfugiés et Exilés (ECRE) résume ses observations sur les nouveaux amendements au Règlement sur les procédures d'asile UE (2020) 611 et formule des recommandations. Préoccupé par les mesures proposées, notamment le regroupement des procédures d'asile et de retour, l'ECRE estime qu'il en résultera une **augmentation de la détention, des lacunes en matière de protection et un risque accru de refoulement** pour les individus, ainsi qu'un accroissement de la charge

administrative pour certains États membres. Il exhorte ainsi la Commission et les co-législateurs à retirer les propositions relatives aux procédures à la frontière.

Pour plus d'informations

Policy Note : <https://www.ecre.org/wp-content/uploads/2020/12/Policy-Note-29.pdf>

ECRE / Commentaires et analyse sur la proposition de nouveau règlement de pré-filtrage

Le Conseil Européen des Réfugiés et Exilés (ECRE) a publié une note résumant son évaluation du règlement relatif aux procédures de filtrage UE/2020/612 et ses propositions de modification. L'ECRE estime que la proposition, telle qu'elle est formulée, génère des risques notamment une **grande incertitude quant aux droits des personnes qui se soumettent au processus de contrôle**.

Pour plus d'informations

Policy Note : <https://www.ecre.org/wp-content/uploads/2020/12/Policy-Note-30.pdf>

ECRE / Observations sur la proposition modifiée de règlement relatif aux procédures d'asile et de retour à la frontière

Le Conseil Européen des Réfugiés et Exilés (ECRE) a publié ses principales observations et recommandations sur la proposition modifiée de la Commission relative à un règlement sur les procédures d'asile, afin de garantir que le cadre juridique proposé soit conforme à ces droits fondamentaux.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.ecre.org/wp-content/uploads/2020/12/ECRE-Comments-COM-2020-611-2-December-2020.pdf>

ECRE / Observations sur la proposition de la Commission pour un règlement relatif au processus de pré-filtrage préalable UE (2020) 612

Le Conseil Européen des Réfugiés et Exilés (ECRE) a publié ses principales observations et recommandations sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'instauration d'un filtrage des ressortissants de pays tiers aux frontières extérieures.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.ecre.org/wp-content/uploads/2020/12/ECRE-Comments-COM2020-612-1-screening-December-2020.pdf>

Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » / Guide : Mieux accompagner les mineurs contraints à commettre des délits

Le collectif réunissant 28 associations françaises spécialisées dans la lutte contre la traite des êtres humains a publié un **guide de sensibilisation** à destination de l'ensemble des professionnels amenés à rencontrer les mineurs exploités. Ce document vise à répondre au manque de connaissance global sur le phénomène de traite et la contrainte à commettre des délits.

Pour plus d'informations

Site du collectif et guide « Mieux accompagner les mineurs contraints à commettre des délits » : http://contrelatraite.org/guide_mineurs_delits

« Déclaration de Rome » / Un nouveau Pacte sur l'asile et la migration à revoir

Devant le nouveau Pacte sur l'Asile et l'Immigration proposé le 23 septembre 2020 par la Commission pour sortir la politique européenne de l'impasse, 43 ONG, associations, réseaux et villes de pays européens, dont Forum réfugiés-Cosi, réagissent en signant conjointement une « Déclaration de Rome » ce 11 décembre.

Pour plus d'informations

Déclaration : <https://www.forumrefugies.org/s-informer/positions/europe/821-declaration-de-rome-un-nouveau-pacte-sur-l-asile-et-la-migration-a-revoir>

Border Violence Monitoring Network / Livre noir sur les refoulements

Le Réseau de surveillance de la violence aux frontières (BVMN) a publié un "Livre noir des refoulements" de 1500 pages, rassemblant une multitude de preuves et de témoignages sur les violations des droits humains subies par plus de 12 000 personnes. Le document, remis vendredi 18 décembre à la commissaire Ylva Johansson, analyse la manière dont ces violences se sont systématisées et renouvelle les appels à mettre fin à l'impunité des autorités qui les commettent.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.borderviolence.eu/launch-event-the-black-book-of-pushbacks/>

We Move Europe / Pétition pour la démission du directeur exécutif de Frontex

Une pétition pour la démission du directeur exécutif de Frontex, Fabrice Leggeri, lancée par l'organisation militante We Move Europe, a recueilli plus de 63 000 signatures.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://act.wemove.eu/campaigns/leggeri-resign-now>

Focus nationaux

Grèce / Préoccupations concernant l'empoisonnement au plomb dans un nouveau camp de migrants

Selon Human Rights Watch et sur la base de preuves fournies par les personnes sur place, des milliers de demandeurs d'asile et de travailleurs humanitaires pourraient être exposés au **risque d'empoisonnement au plomb** dans un nouveau camp de migrants construit par les autorités grecques sur un ancien terrain de tir militaire sur l'île de Lesbos. Les champs de tir sont généralement contaminés par du plomb provenant de munitions, néanmoins les autorités n'ont pas effectué de tests complets ni d'assainissement des sols avant de déplacer les migrants sur le site en septembre 2020.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.hrw.org/news/2020/12/08/greece-lead-poisoning-concerns-new-migrant-camp>

Bosnie Herzégovine / Les chutes de neige aggravent les difficultés des personnes coincées dans les régions frontalières de l'Europe

Les fortes chutes de neige et les températures glaciales en Bosnie-Herzégovine constituent une grave menace pour environ **3 000 personnes forcées de dormir dans la rue** dans le nord-ouest du pays, et pour 1 600 personnes hébergées dans un camp de tentes précaire. En outre, les personnes en déplacement continuent d'être exposées à l'hostilité et à la violence.

Pour plus d'informations

Communiqué/Rapport... : <https://www.ecre.org/bosnia-and-herzegovina-snowfall-increases-hardships-of-people-stuck-in-europes-borderlands/>

France et Royaume-Uni / Nouvel accord pour freiner l'immigration clandestine par la Manche

Paris et Londres ont signé, le 28 novembre, un **accord visant à réduire les traversées de la Manche par des personnes migrantes et mettre fin au phénomène des « small boats »**. Cet accord, conclu en prévision du Brexit dans un contexte de hausse des tentatives pour rejoindre le Royaume-Uni cette année, prévoit des patrouilles supplémentaires et des nouveaux moyens technologiques déployés le long des plages françaises.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.france-terre-asile.org/accueil/veille-europe-france-terre-d-asile/du-1er-au-15-decembre-2020/manche-un-nouvel-accord-franco-britannique-pour-limiter-les-traversees>

Déclaration du ministre de l'intérieur :

<https://www.interieur.gouv.fr/content/download/125295/1002779/file/communiquede-presse-declaration-france-uk-29112020.pdf>
